L'union des forces démocratiques en campagne ou la lente consolidation d'un parti politique en régime postcommuniste (mars - avril 1997)

Nadège Ragaru

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/243>

DOI : 10.4000/balkanologie.243

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 1998

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Nadège Ragaru, « L'union des forces démocratiques en campagne ou la lente consolidation d'un parti politique en régime postcommuniste (mars - avril 1997) », *Balkanologie* [En ligne], Vol. II, n° 1 | 1998, mis en ligne le 02 juin 2008, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/243> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.243>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

© Tous droits réservés

L'union des forces démocratiques en campagne ou la lente consolidation d'un parti politique en régime postcommuniste (mars - avril 1997)

Nadège Ragaru

NOTE DE L'ÉDITEUR

Une version abrégée de ce texte sera publiée dans le n°2 des *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu*.

- 1 Le 19 avril 1997, l'opposition démocratique¹ rassemblée au sein d'une large coalition (les Forces Démocratiques Unies - FDU) remporte une victoire sans précédent aux élections parlementaires anticipées convoquées en réponse à la crise politique de janvier² : avec 52,26 % des voix les démocrates se voient enfin octroyés la majorité absolue rêvée au début des changements politiques. Il aura ainsi fallu sept ans à la Bulgarie pour se résigner aux réformes "radicales" et cinq années de purgatoire à l'Union des Forces Démocratiques (UFD) pour surmonter l'échec du gouvernement Dimitrov (novembre 1991- octobre 1992) tombé en disgrâce onze mois après sa constitution. L'explication fournie par des leaders de l'UFD est simple : dans le sillage du raz de marée qui a porté Petar Stoïanov à la Présidence à l'automne 1996, ce triomphe électoral sanctionne à leurs yeux l'avènement d'une force politique "moderne et européenne".
- 2 Intervenant à une étape charnière de la transition bulgare, la campagne électorale du printemps 1997 est assurément dominée par la volonté de convaincre que l'anticommunisme virulent des années 1990-1994 n'est plus de mise et que les bleus (ainsi surnommés en raison de la couleur de leur parti) sont désormais en mesure de proposer un gouvernement pragmatique et responsable. Le revirement, anticipé par la

campagne électorale de Stoïanov, est trop radical pour ne pas surprendre : comment interpréter l'adoption d'un discours politique "raisonnable" et "consensualiste" par une opposition qui avait habitué son électorat à un "idéisme révolutionnaire" ? Dans quelle mesure la maturité politique revendiquée reflète-t-elle une transformation effective du camp anticomuniste ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles une analyse de la campagne de l'UFD peut chercher réponse.

- 3 Ces interrogations prennent un relief nouveau si l'on considère, d'une part, le rôle attribué aux partis politiques dans la consolidation des démocraties émergentes³ et, d'autre part, la trajectoire spécifique de la transition bulgare. Les observateurs de la vie politique bulgare ont en effet souligné que le système partisan s'y caractérisait par une instabilité chronique et par une relative indétermination programmatique⁴. La campagne législative de l'Union des Forces Démocratiques gagne alors à être envisagée comme un jalon dans le processus d'institutionnalisation impulsé par Ivan Kostov, son président depuis avril 1995. Le problème est alors le suivant : peut-on voir au cours de cette campagne émerger une identité UFD distincte (structurelle et programmatique) et, si oui, autour de quels thèmes les nouveaux clivages politiques s'articulent-ils ?
- 4 Le contexte dans lequel intervient le scrutin dit la prégnance des défis que l'UFD doit relever. Défis internes tout d'abord : lors de la IX^{ème} Conférence nationale (15-16 février 1997), I. Kostov a transformé la coalition bleue en parti uni. Une déception électorale risquerait de remettre en question une ligne politique soupçonnée de trahir la mission originelle de l'opposition. Défis externes ensuite : les manifestations hivernales ont en effet révélé l'existence d'une crise de confiance dans les institutions et le personnel politiques. Afin d'endiguer la montée d'attitudes hostiles au régime, la future majorité doit impérativement proposer une "nouvelle façon de faire de la politique" qui associe aux processus de décision une population désabusée. Et ce, alors même que le pays s'apprête à subir la tutelle du Fonds Monétaire International (FMI).
- 5 La campagne de mars-avril 1997 sera dès lors envisagée dans la perspective d'une élucidation des dynamiques de consolidation de l'UFD, d'une part, de reconstruction des liens entre dirigeants et dirigés, d'autre part. Après une brève analyse des enjeux électoraux, on décrira le rôle des primaires dans le renouvellement des cadres d'un parti que l'on suivra ensuite en campagne, à la reconquête de son électorat.

Les élections de la dernière chance ou les enjeux d'une victoire annoncée

- 6 Pour l'UFD, les enjeux relatifs aux législatives de 1997 sont définis par la dépression qui sévit au moment où est constitué un cabinet d'intérim dirigé par le très populaire maire de Sofia, Stefan Sofianski, et par la quête d'identité du parti uni.

Prêcher par l'exemple : le Cabinet Sofianski face à la catastrophe économique

- 7 Parvenue à prendre, non sans hésitation, le leadership de la contestation de janvier, l'opposition sort avec un prestige renforcé d'une crise qui a vu les socialistes céder pas à pas aux exigences populaires⁵. À la mi-février 1997, les sondages créditent les FDU de 60 % d'intentions de vote alors que le Parti socialiste traverse une crise aggravée par la

fondation de l'Eurogauche, un parti social-démocrate⁶. Avec un mécontentement social polarisé contre l'équipe démissionnaire et en l'absence d'alternative politique, toutes les conditions semblent réunies pour garantir aux FDU un franc succès, d'autant que l'effondrement économique de l'hiver a eu raison des nostalgies : dorénavant, la question n'est plus de savoir s'il doit y avoir réformes de structure, mais qui les mettra en oeuvre.

- 8 Du point de vue de l'UFD, les élections arrivent pourtant soit trop tôt, soit trop tard : tôt dans la mesure où l'Union dispose de deux mois à peine pour roder ses nouvelles structures, préparer les listes électorales et convertir en vote bleu l'élan protestataire de janvier. Or rien ne garantit que soient confirmées par les urnes les opinions exprimées dans l'enthousiasme manifestant, plus souvent contre les dirigeants en place que par adhésion à la cause bleue. Les médias publics nationaux (télévision et radio) demeurent en outre dirigés par des responsables nommés au temps de Videnov. Tard aussi, parce que le délai séparant la fin des manifestations (le 4 février) des législatives (prévues pour le 19 avril) place l'UFD dans la situation inconfortable de devoir assumer le pouvoir au plus fort de la crise économique : le 12 février, lorsque Sofianski prend la tête du gouvernement de service, les étiquettes de prix valsent d'heure en heure (l'inflation a atteint 311 % en 1996), le taux de change du lev contre le dollar est grimpé à 2 800 (soit une hausse de 600 % en un an) et l'approvisionnement en pain demeure incertain suite à des exportations de blé illicites. En prenant les rênes du pays, l'UFD risque de fournir une proie facile à ses adversaires et de voir son électorat se démobiliser.
- 9 De fait, en l'espace de quelques semaines, la nouvelle équipe opère un redressement aussi spectaculaire qu'inattendu : les prix sont stabilisés, le taux de change ramené à 1 500 leva/\$ et l'introduction d'un directoire monétaire négociée avec le FMI. L'Union va dès lors pouvoir faire du gouvernement d'intérim la démonstration vivante des vertus de son programme. Le 27 février, le dépôt d'une demande officielle d'adhésion à l'OTAN donne ainsi l'occasion d'une profession de foi UFD en faveur de l'intégration de la Bulgarie aux instances euroatlantiques. De même, le déploiement de l'opération "moustique" (*komar* en bulgare) au cours de laquelle est vérifiée la provenance et la légalité de plusieurs milliers de véhicules de luxe sert-il à illustrer la fermeté avec laquelle la future majorité entend lutter contre la criminalité. Comme l'explique Evgueni Bakardjiev, coordinateur de la campagne des FDU, « nos concitoyens doivent être convaincus que, pour ce que nous leur proposons, nous disposons des forces, des cadres et de la volonté »⁷. Une finalité identique semble inspirer la réforme de l'UFD.

L'unification de l'UFD ou la consolidation autoritaire selon Kostov

- 10 Le 15 février 1997, la IX^{ème} conférence nationale de l'UFD décide « la restructuration de la coalition en une organisation homogène unie » : l'UFD devient un parti doté d'un président (Ivan Kostov, triomphalement réélu pour trois ans), d'un Conseil Exécutif National (CEN, composé de onze membres), d'un Conseil National (le CN où figurent notamment représentants des instances régionales et députés), de conseils régionaux et locaux, ainsi que de clubs locaux. Dorénavant, tout membre de l'UFD peut adhérer soit à la seule formation-mère, soit en parallèle à l'Union et à l'une de ses composantes. Les anciens partis de la coalition (qui demeurent par ailleurs enregistrés en leur nom

propre) reçoivent l'appellation « d'organisations associées »⁸ et voient leur rôle au sein des instances dirigeantes sévèrement réduit⁹.

- 11 Rétrospectivement, la réforme de 1997 apparaît comme la conclusion logique d'une évolution entamée depuis les débuts de la transition¹⁰. Née le 7 décembre 1989, dans le sillage de la démission du Secrétaire général du Parti communiste bulgare, Todor Jivkov, la coalition bleue se présentait originellement sous la forme d'un hétéroclite rassemblement de partis, mouvements et organisations unis par leur seule opposition au pouvoir communiste. L'idée des fondateurs était d'en faire un modèle réduit du futur spectre politique lequel se reconstituerait, une fois le PSB marginalisé, par différenciation des organisations membres. La résilience imprévue du monolithe socialiste devait toutefois contraindre la coalition à sauvegarder sa cohésion au prix d'un anticommunisme rigide et d'exclusions en cascade. Dans le même temps, la méfiance professée envers les partis politiques dans une société marquée par le souvenir du monopartisme communiste renforçait l'Union au détriment de partis membres, lesquels, conscients de ne pouvoir se présenter seuls aux élections, peinaient à se doter de profils propres¹¹.
- 12 La diffusion d'une image unitaire de l'UFD n'est pas le seul facteur ayant favorisé sa consolidation. Celle-ci est également apparue comme la seule issue possible aux incessantes rivalités de personnes alimentées par le système de décision en vigueur au sein de la coalition¹². Tirant les leçons de l'expérience gouvernementale de 1991-1992, Filip Dimitrov choisit la voie de la centralisation en 1994 et fait de l'Union un "mouvement national" présentant une plate-forme unique et des listes communes aux élections. Par ailleurs, pour contrer l'influence des petits partis, il érige la Conférence nationale en organe de décision suprême. Ivan Kostov, que son statut de "sans parti" a tenu à l'écart des affrontements entre factions rivales, parachève cette redistribution des pouvoirs lors de la VII^{ème} conférence nationale (29-30 avril 1995)¹³ : le groupe parlementaire est associé au travail du Conseil de Coordination Nationale (CNN, l'ancêtre du CN), ce qui y limite l'emprise des partis. L'appareil est aussi renforcé par l'implantation sur l'ensemble du territoire d'organisations régionales et locales¹⁴.
- 13 Quoique l'unification apparaisse *a posteriori* prévisible, on ne saurait comprendre la gestion par l'opposition de la crise de janvier, pas plus que les enjeux internes des élections d'avril si l'on sous-estime l'hostilité à laquelle se heurte Kostov en novembre 1996, lorsqu'il propose une restructuration de l'Union¹⁵. Le projet est accusé de sacrifier l'idéal anticommuniste à des intérêts mercantiles, voire de réduire l'UFD à un simple clone du PSB par l'abdication d'une pluralité d'obédiences jugée garante de son ancrage démocratique. En contrepoint, le débat sur l'unification révèle l'existence de plusieurs lignes de factures. La première oppose les "durs" (dont la légitimité s'est construite sur un anticommunisme "révolutionnaire") aux "pragmatiques" (souvent venus à la politique plus tardivement et revendiquant une légitimité technocratique)¹⁶. Ce clivage en recoupe un autre, qui contraste l'intransigeance idéologique des petits partis avec la relative modération de leurs grands frères. L'opposition à la réforme est essentiellement venue de ceux-là, à qui le *statu quo* organisationnel confère une influence sans commune mesure avec leur base électorale et que la réforme menace de disparition à terme. Face à eux, le président de l'UFD a misé sur le soutien de structures régionales et locales dont le futur politique dépend de la centrale et que leur ancrage provincial rend moins sensibles aux nuances programmatiques des diverses composantes de la coalition.

- 14 Dorénavant, l'UFD émerge comme une « force politique populaire » dont l'action « est fondée sur les principes de liberté, de solidarité et de justice »¹⁷. Le label « chrétien-démocrate » ayant rencontré peu d'échos, l'organisation s'est repliée vers une idéologie dite de « centre droit » qui emprunte indifféremment au libéralisme économique, à un conservatisme attaché aux traditions nationales et à un certain égalitarisme socialisant¹⁸. Pour les chantres de l'idée bleue, l'urgence de la crise économique justifie un syncrétisme plus soucieux d'efficacité que d'orthodoxie idéologique¹⁹. Ce glissement à droite s'accompagne en tout cas d'un changement de ton significatif : renonçant à faire « de l'anticommunisme l'argument central des plates-formes électorales », l'Union entend désormais se doter des moyens nécessaires à un exercice raisonné du pouvoir politique²⁰.
- 15 Le deuxième axe de la ligne Kostov se déduit logiquement de ce qui précède : l'accent y est placé sur la création d'une organisation disciplinée avec un maillage étroit de clubs locaux, des règles de fonctionnement précises et un personnel politique compétent²¹. Devant les délégués à la IX^{ème} Conférence, Ivan Kostov a annoncé son intention de garantir des débouchés durables à ceux qui rejoindront les rangs de l'UFD : « nous ne pouvons compter sur une politique des cadres sérieuse, si nous ne garantissons pas à ses représentants une carrière politique stable »²². Marquant un virage notable dans l'histoire de l'opposition, il a également prononcé la fin des exclusions politiques : « la question des cadres (...) suppose que des cadres soient créés et non pas détruits. Je veux une fois pour toutes que l'UFD cesse de se demander qui écarter »²³. La logique qui sous-tend cette approche est simple : la Bulgarie manque de professionnels de la politique ; il faut l'aider à en former. « Je l'ai toujours dit, poursuit le leader de l'UFD dans une interview à *Radio Free Europe*, l'une des faiblesses particulières de la politique tient à ce que ceux qui la font veulent être en même temps artistes, syndicalistes, financiers, banquiers et hommes politiques. (...) [Un homme politique] est fidèle à ses électeurs et au programme politique avec lequel il a été élu. Les autres ambitions, je ne dirais pas qu'elles m'effraient, mais elles me laissent perplexe »²⁴.
- 16 Aussi bien la recherche d'un large consensus en faveur de réformes radicales que la volonté de repenser les critères de sélection du personnel politique se reflètent dans l'élaboration des listes électorales. C'est ce processus qu'il convient maintenant d'étudier pour apprécier l'étendue et les limites de la maturation politique de l'UFD.

L'élaboration des listes électorales ou la promotion d'une nouvelle élite politique

- 17 Les deux principes présidant à la sélection des candidats sont énoncés lors de la IX^{ème} conférence : conformément au désir d'ouverture affiché, il est décidé que l'UFD se présente aux élections dans le cadre d'une large coalition présentant des listes communes. La poursuite de la coopération au sein du futur cabinet doit être régie par un accord complémentaire. L'obsession des dirigeants en la matière est de ne pas réitérer les erreurs du premier gouvernement bleu, lequel s'était retrouvé évincé du pouvoir suite à la défection du Mouvement des Droits et Libertés (MDL), représentant de la minorité turque. Les alliés de l'Union sont par ailleurs conviés à participer à des élections primaires. La conciliation de ces deux axes stratégiques souligne les difficultés inhérentes au renouvellement de l'UFD.

Les limites d'une coalition : listes communes et cavalier seul du MDL

- 18 En 1996, l'un des premiers succès de Kostov avait été de renouer avec les anciens partenaires de l'UFD et de sceller une alliance permettant à l'opposition de présenter un candidat unique aux présidentielles d'octobre. Se trouvaient ainsi associés au sein des Forces Démocratiques Unies, l'UFD, l'Union Populaire (UP)²⁵ et le Mouvement des Droits et Libertés d'Ahmed Dogan. Le score de Petar Stoïanov (60 % des voix) sert dès lors à justifier auprès de l'aile radicale de l'Union la poursuite de cette coopération. Conscients de ce que la participation aux primaires les placerait en situation de faiblesse, l'UP et le MDL marquent toutefois leur préférence pour une négociation interpartisane des listes communes²⁶ : les primaires seront limitées à la seule UFD et les têtes de liste réparties au préalable entre membres des FDU.
- 19 Deux obstacles vont toutefois retarder la formalisation de l'alliance. Gourmand, le Parti agrarien réclame plus d'une dizaine de sièges et laisse entendre qu'il pourrait rechercher d'autres alliés si ses demandes ne sont pas satisfaites. La crise de légitimité qui sévit au sein de l'UAPB-Mozer impose néanmoins une plus grande modestie à Anastazia Mozer dont le leadership est contesté par la fraction dissidente de Georgui Pintchev²⁷. Après trois semaines de pourparlers, un accord est donc trouvé au terme duquel le Parti démocrate et l'UAPB-Mozer reçoivent chacun sept places éligibles, tandis que l'aile Pintchev en obtient quatre²⁸. Le deuxième accident de parcours est plus sérieux : déclarant espérer 30 à 35 sièges dans le futur parlement, le MDL se retire des FDU qui ne lui en proposaient que 18 (autant que dans la XXXVII^{ème} Assemblée nationale)²⁹.
- 20 La formation d'une Alliance pour le Salut National (ASN) autour du Mouvement de Dogan, de monarchistes, d'écologistes et de transfuges de l'UFD fait resurgir dans le discours bleu une tonalité anti-turque réminiscente des années 1993-1994, à l'époque où l'opposition jugeait le MDL responsable de sa chute. Avec ses références au "byzantinisme" d'Ahmed Dogan et l'arrestation spectaculaire à quelques jours des élections d'une de ses relations, E. H. Rachid pour trafic de voitures et possession illégale d'armes, l'UFD démontre qu'elle reste prête à réactiver un arsenal propagandiste pourtant banni par Kostov³⁰. Les manipulations auxquelles ont donné lieu les primaires viennent même de déprécier une entreprise pourtant globalement positive.

Des primaires pour des députés enfin responsables ou pour une restructuration clientélaire de l'UFD ?

- 21 L'implication de la base dans le choix des candidats aux législatives constitue une pratique inédite dans l'histoire moderne de la Bulgarie. Du point de vue de l'UFD, elle intervient toutefois après une expérience des plus réussies - la sélection par primaires du futur présidentiable en 1996³¹. Cette fois-ci, trois objectifs sont officiellement visés. L'organisation de primaires doit tout d'abord promouvoir un nouveau type de représentant politique, plus proche de sa circonscription³². En donnant la possibilité à des gens du cru de briguer les suffrages de leurs concitoyens, cette procédure favorise l'ancrage des candidats-députés dans un "terroir" et dote le Parti de solides relais

locaux. Incidemment, elle permet de récompenser les cadres intermédiaires de l'Union pour leur soutien à Kostov en leur offrant la perspective d'une carrière nationale.

- 22 En second lieu, l'élection des candidats vise à pallier les effets du scrutin proportionnel de listes lequel, faisant dépendre la réélection des députés de jeux d'appareil, incite peu les élus à répondre aux attentes de leurs électeurs : « quelqu'un qui a reçu la confiance des gens à travers un vote primaire, souligne N. Mihailova, peut plus difficilement devenir déloyal envers eux par la suite »³³. Principe méritocratique, les primaires sont ainsi censées garantir le professionnalisme des nouveaux députés. À un troisième niveau, l'appel à la base résulte de la volonté d'octroyer aux représentants une légitimité moins faillible que celle de leurs prédécesseurs, conspués le 10 janvier 1997, deux ans après leur élection. Ainsi que l'explique Milen Mintchev, journaliste à *Radio Free Europe*, les primaires « privent dans une large mesure les électeurs de la possibilité d'attaquer les futurs députés pour désaccord avec quelques-unes de leurs vues ou actions »³⁴. En d'autres termes, la tenue d'élections préliminaires participe également d'une tentative de redéfinition des relations entre dirigeants et dirigés.
- 23 Dans la pratique cependant, plusieurs irrégularités sont venues entacher un scrutin accusé, non sans raison, de servir à l'autoritaire reprise en main de l'UFD par Ivan Kostov. Les primaires organisées le 15 mars ont tout d'abord pâti de procédures confuses³⁵. Le manque de temps (les candidatures devaient être sélectionnées avant le 8 mars, ce qui laissait une semaine pour la campagne), le financement (à la charge des candidats³⁶) et l'orchestration médiatique strictement locale de l'opération ne pouvaient par ailleurs manquer d'introduire un biais en faveur de quatre types de candidats : les "poids lourds" de la vie politique bulgare, les membres de l'appareil local ou régional de l'UFD à même de mobiliser les réseaux du parti en leur faveur, certains notables locaux jouissant d'une renommée solidement établie et, enfin, des individualités prêtes à nouer des relations clientélaires pour rassembler les fonds nécessaires à une campagne réussie³⁷.
- 24 Surtout, alors qu'elles se voulaient l'instrument d'une association du citoyen et du militant ordinaires au choix des candidats les élections primaires se sont retrouvées verrouillées par le Conseil Exécutif National (CEN). En amont, celui-ci pouvait « exercer[r] un contrôle sur l'application de critères de choix » des participants au scrutin³⁸. En aval, les résultats du vote devaient lui être retransmis « pour que soit accompli un dépouillement de contrôle », ce qui revenait à lui accorder un droit de regard sur l'ordonnancement final des listes³⁹. Il n'y a pas lieu ici d'entrer dans le détail des manipulations et contestations auxquelles les élections ont donné lieu – l'énumération en serait fastidieuse. On se contentera d'évoquer le cas le plus médiatique d'ingérence du CEN. Élu avec 2 077 voix dans la commune de Nadejda à Sofia (25^{ème} circonscription), le médiatique président du nouveau Parti social-démocrate, Vassil Mihailov, s'est ainsi vu éliminé des listes pour « raisons politiques »⁴⁰.
- 25 Quel bilan tirer de l'expérience ? La participation, bien qu'en retrait par rapport aux primaires de juin 1996 (environ 300 000 voix contre 857 000 alors), reste honorable, attendu la brièveté d'une campagne strictement locale⁴¹. Il semble, par ailleurs, qu'en dépit des frustrations engendrées par le "parachutage" des têtes de liste des FDU et les remaniements de dernière minute, le principe ait été bien accueilli par l'appareil du Parti. Enfin, le personnel politique a été largement renouvelé au profit des responsables locaux et régionaux de l'UFD⁴². Ce va-et-vient entre centre et périphérie⁴³ a accompagné le retrait de la vie politique des représentants de l'ancienne génération, à l'instar de

l'ancien Premier ministre F. Dimitrov (nommé représentant de la Bulgarie auprès des Nations Unies à New York), du poète E. Sougarev (nouvel Ambassadeur en Mongolie) ou de l'écologiste E. Mihaïlov. Incidemment, les primaires auront ainsi servi à substituer aux adversaires politiques de Kostov des hommes d'appareil plus enclins à se soumettre à une discipline de parti⁴⁴.

- 26 Si la réforme de l'UFD et l'organisation de primaires autorisent la promotion d'un nouveau personnel politique, le déroulement de la campagne reflète, quant à lui, la recherche d'un style politique original.

Une nouvelle façon de faire de la politique ? L'UFD à la reconquête de son électorat

- 27 La formulation de la campagne des FDU repose sur la prise en considération de trois impératifs : premièrement, il convient de conforter la victoire annoncée en ciblant, non pas l'électorat "dur" de l'opposition, mais ceux qui, en 1994, avaient vu dans le PSB le garant d'une transition en douceur. Pour ce faire, l'opposition doit mettre en veilleuse l'agressive rhétorique anticomuniste des années passées. Deuxièmement, l'appauvrissement généralisé de la population impose de valoriser la dimension sociale et égalitariste du projet bleu. Enfin, seule une réappropriation effective de l'héritage des événements de janvier saura confirmer l'adoubement de l'opposition. Dans ce contexte, la campagne UFD se caractérise avant tout par ce que l'on pourrait appeler la "méthode Stoïanov". Elle correspond ensuite à la quête d'un unanimisme réformateur qui trahit, par instant, la persistance d'une énonciation morale et totalisante du politique.

La « méthode Stoïanov » : modération et pragmatisme au service d'une refondation du lien politique

- 28 Le principe de la campagne 1997 est résumé en ces termes par Evgueni Daïnov : « l'idée était de traduire le style personnel de Petar Stoïanov en une campagne législative. Répéter son style, son message, dire que l'on pouvait travailler tous ensemble, en s'appuyant sur les jeunes, et qu'alors seulement quelque chose serait accompli »⁴⁵. Dans cette "recette présidentielle", plusieurs ingrédients peuvent être isolés, au premier rang desquels l'adoption d'un ton nouveau, plus posé, moins porté aux attaques personnelles. Le chef d'état-major de la campagne, Evgueni Bakardjiev, l'a annoncé début mars, celle-ci « sera entièrement positive »⁴⁶.
- 29 Cet appel à la sobriété se reflète au niveau des engagements pris par les futurs représentants. Comme le remarquait avec nostalgie un député UFD de la 23^{ème} circonscription de Sofia, début avril, « avant, on tenait de grands meetings, avec des slogans que les gens chantaient. Dans le nouveau système, on doit arriver avec une valise de documents, expliquer les réformes, dire que ça ne sera pas facile. Évidemment, ça ne crée pas la même euphorie ». De ce point de vue, le message de janvier semble avoir été entendu : pendant l'hiver, les manifestants avaient reproché à leurs dirigeants non pas tant d'avoir échoué dans leur politique économique que d'avoir manqué à leurs promesses. En avril, l'exercice de responsabilités gouvernementales favorise l'adoption d'une rhétorique plus factuelle : « on pouvait

montrer nos résultats, se souvient Dontcho Papazov, membre du conseil médiatique chargé de la préparation des candidats aux débats. Ce n'était pas la peine de faire des promesses. (...) Notre regard ne portait pas directement sur les élections, mais sur ce qu'il fallait faire pour la Bulgarie même »⁴⁷. Déjà en décembre 1994, le Parti socialiste bulgare avait construit sa victoire sur un discours aux accents technocratiques, qui parlait de changement raisonné plutôt que d'épuration. « C'est simple, poursuit Evgueni Daïnov, les gens ont voté pour des managers compétents... comme il y a trois ans. Mais à l'époque, l'UFD était perçu comme un parti de visionnaires. On a réussi depuis à changer cette image. Les personnes au pouvoir ne sont plus les mêmes, et puis Stoïanov est le point de mire des gens »⁴⁸.

- 30 À quelques mois d'une thérapie de choc qui signifie chômage et coupes sombres dans le budget de l'État, les leaders FDU savent qu'ils peuvent encore moins que leurs prédécesseurs se permettre de donner à rêver de lendemains chantants. Plus, l'incertitude profite aux socialistes à même de capitaliser sur les peurs devant l'introduction du directoire monétaire. Il faut donc déployer une pédagogie de la réforme qui explique pourquoi la thérapie est indispensable et pourquoi elle sera inévitablement douloureuse. Le résultat est parfois troublant : peut-on imaginer un député défendant avec ardeur la nécessité de l'impôt dans un pays où plus de 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et où, par surcroît, cette très impopulaire notion ne fait pas véritablement sens ? L'opération, périlleuse, est pourtant menée à bien par un Ivan Sungarski président d'Ekoglasnost (UFD), en tournée dans la région de Sofia⁴⁹.
- 31 Cette nouvelle pédagogie réformatrice s'accompagne d'un effort de responsabilisation des citoyens. Le discours (ici tenu par Stefan Sofianski) est le suivant : « sans le soutien des gens, sans le recours humain que je pense être la chose la plus importante dans notre petit pays, sans l'initiative entrepreneuriale et sans l'instinct de la majorité des Bulgares, personne d'entre nous ne peut réussir »⁵⁰. On imagine difficilement l'effet de dissonance culturelle provoqué par semblable argument dans une population habituée, d'une part, à attendre de l'État subsistance et emploi, et largement convaincue, d'autre part, qu'elle ne saurait avoir la moindre incidence sur le cours des choses décidé "en haut". Le souvenir de la contestation de janvier fournit toutefois à l'UFD un instrument de légitimation de sa redéfinition des rapports entre élite politique et citoyens. Dès le 19 janvier, dans son discours d'investiture devant le Parlement, Petar Stoïanov a évoqué la nécessité d'un « nouveau contrat social », un thème largement repris par les commentateurs politiques bulgares. Ses propos sont développés par Nadejda Mihailova, pour qui la « façon de faire de la politique » expérimentée en janvier doit faire jurisprudence : « chaque jour, les leaders de l'UFD ont regardé les gens dans les yeux et ont rendu compte d'une façon ou d'une autre de leur décision du jour, de la semaine, explique-t-elle. Cela doit être le signe d'une nouvelle politique - une politique de dialogue social ouvert et large »⁵¹. Comment éviter les travers des gouvernements précédents ? « En ne perdant pas le contact avec la société, poursuit N. Mihailova. Je pense que c'est le plus important pour un homme politique ».
- 32 La recherche de dialogue et de transparence se reflète à deux niveaux : l'accent est tout d'abord mis sur les réunions en petit comité, au cours desquelles les futurs députés ont pour consigne de laisser leurs concitoyens s'exprimer tout à loisir. Comme l'explique Ivan Sungarski, en commentant la situation d'un petit village de montagne situé à une centaine de kilomètres de la capitale, « rares sont les hommes politiques qui viennent

jusqu'ici. Alors évidemment, pour eux, c'est un jour spécial. Le chef de l'UFD local m'a dit de leur donner la parole. Ils n'ont quasiment rien ; il n'y a pas de travail, les jeunes sont partis à la ville. Ils ont envie de pouvoir dire tout ça, et aussi de poser des questions »⁵². De la même façon, en dehors des meetings avec les activistes du parti, les candidats s'abstiennent de marteler les thèmes de démocratie ou de décommunisation désormais passés de mode. L'heure est à l'empathie, fondée sur une écoute amplificatrice des maux de la société. On parle de prix du pain, du lait, du futur des enfants qui quittent la Bulgarie. Le ton est presque familial et le pouvoir de conviction dépend précisément de la complicité informelle nouée dans une salle d'école ou une usine.

- 33 Misant sur le “face-à-face” et la tournée des bazars, les FDU tendent ensuite à reléguer au second plan des moyens de propagande tels que clips vidéo, cassettes ou chroniques électorales télévisées : « nous n'allons pas nous appuyer sur des posters et des dépliants sur papier glacé, des clips radio et vidéo, annonce ainsi Evgueni Bakardjiev début mars, mais rechercher un dialogue vivant avec les gens ». La raison officielle réside dans le coût trop élevé de supports qui « marginalisent (...) les problèmes réels des gens »⁵³. La position de force détenue par les socialistes dans les médias n'est sans doute pas non plus étrangère à un choix qui permet, en tout cas, de consacrer une part significative du budget de la campagne à des opérations humanitaires médiatiques, tels les dons à des orphelinats ou à des hôpitaux. Dans le même esprit, Nadejda Mihaïlova propose, au nom des FDU, que le public participe aux débats télévisés : « jusqu'à présent à la télévision, des hommes politiques parlaient à des hommes politiques, maintenant, nous voudrions laisser la nation parler - comme partie d'un désir de large dialogue social »⁵⁴. Enfin, une ligne verte gratuite est mise en service pour permettre aux citoyens de faire des suggestions à leurs futurs gouvernants. N. Mihaïlova payera une fois de plus de sa personne, en consacrant une journée à répondre aux demandes téléphoniques des électeurs.
- 34 Pour qui a suivi les FDU en mars-avril, cette présentation de la “méthode Stoïanov” appelle toutefois deux nuances. Il convient premièrement de distinguer deux phases dans la campagne de l'opposition démocratique. À partir du début du mois d'avril, on note ainsi un durcissement du ton avec la publication, dans *Demokraciâ*, d'articles ancienne mode. L'activation d'une rhétorique électorale à quelques semaines du scrutin s'explique notamment par le recul des FDU dans les sondages au profit des socialistes, du Business Bloc et de l'Eurogauche. Elle se veut ensuite une réponse au mécontentement suscité dans l'appareil par une campagne jugée trop fade. Cette distinction chronologique ne suffit pourtant pas à rendre compte des équivoques du discours bleu. Il semblerait plus exact de dire que les Forces Démocratiques Unies jouent en permanence sur un double registre, celui, rationnel et modéré, qui caractérise le “nouveau visage” du parti de Kostov et celui, plus exclusiviste, qui correspond à la phase “révolutionnaire” de l'UFD. Une étude méticuleuse de l'argumentation développée par l'opposition révèle l'existence d'affinités imprévues entre des univers discursifs qu'une même représentation du politique semble sous-tendre. Elle interroge par là les conditions de maturation du pluralisme politique en Bulgarie.

Le nouvel unanimisme des réformes ou la persistance d'une lecture holiste du politique

- 35 Une première approche de cette tension discursive pourrait procéder au repérage des thèmes privilégiés auxquels sont associés chacun des “visages” de l’UFD. On remarquerait alors que la tendance “messianique” se manifeste, en politique intérieure, par un appel à l’ouverture des dossiers des anciens collaborateurs de la Sécurité d’État, une promesse électorale absente du programme officiel⁵⁵. En cette année de frustrations économiques, la traditionnelle problématique “bleu foncé” de l’épuration réapparaît, quant à elle, sous la forme d’une virulente dénonciation des responsables du “pillage” de l’État⁵⁶. Elle fait son fonds de commerce des attaques contre la corruption n’hésitant pas, à l’occasion, à démontrer un certain goût pour les “fortes poignes”. La tendance “dure” reprend par ailleurs l’un des leitmotivs de la campagne de 1991, à savoir la restitution des terres interrompue par les socialistes à leur retour au pouvoir⁵⁷. Le thème est doublement porteur puisqu’il permet dans le même temps de dédommager les anciennes victimes du communisme et de souligner l’attachement de l’UFD au principe de la propriété privée.
- 36 Réciproquement, la face “pragmatique” des bleus transparaît dans la discussion des problèmes économiques, dans l’explicitation du rôle du directoire monétaire ou encore dans l’encouragement aux investissements étrangers. Elle insiste sur la nécessité d’améliorer « le contrôle des entreprises publiques », la collecte des impôts ou encore la « discipline financière » du secteur public. En politique étrangère, on la retrouve dans la primauté accordée au pragmatisme économique. À l’apologie manichéenne des relations avec les États-Unis de 1991-1992 a succédé la volonté d’intégrer au plus vite l’Union européenne et de valoriser les synergies existant entre la Bulgarie et la Russie. Pour cela, les leaders FDU misent sur la suppression du *linkage* jusqu’alors implicite entre l’adhésion de Sofia à l’OTAN et le développement des rapports bilatéraux avec Moscou. « La Bulgarie, affirme ainsi Ivan Kostov devant un public de diplomates le 11 avril, est fermement décidée à développer des relations sur un pied d’égalité et mutuellement avantageuses avec la Russie. Nous sommes convaincus que la clarification de la question de l’adhésion de la Bulgarie à l’OTAN va renforcer la confiance et la compréhension mutuelle dans les relations bulgaro-russes »⁵⁸. Témoin de ce nouveau pragmatisme, Stefan Sofianski fait un détour par Moscou à la mi-avril pour signer l’accord gazier que les socialistes avaient échoué à finaliser en 1996⁵⁹. Par une étrange ironie de l’histoire, ce sont maintenant les candidats UFD qui reprochent aux socialistes de négliger les perspectives de coopération bilatérale avec l’ancien grand frère...
- 37 Pendant la campagne, les deux discours coexistent ainsi selon des dosages variables en fonction des publics et enjeux du moment, ce qui confère à la rhétorique des bleus une certaine flexibilité tout en témoignant de l’inachèvement de la reconversion UFD. Leurs affinités semblent toutefois plus profondes qu’il n’y paraît. Témoin la gestion des rapports que l’opposition démocratique entretient avec ses adversaires politiques. L’attitude des FDU se caractérise en la matière par une stratégie d’évitement qui frise la négation. Nadejda Mihailova en donne un résumé exemplaire au cours d’une rencontre avec des intellectuelles de Razgrad : « le véritable adversaire des FDU dans ces élections, déclare-t-elle, ce ne sont pas les forces politiques, mais la crise et la pauvreté »⁶⁰. L’assertion participe, à un premier niveau, du désir de campagne

“positive” énoncé plus haut. Le message est clair : le désarroi profond de la population interdit la confrontation politique. L’argument possède toutefois une autre connotation. Dans la situation actuelle, nous explique-t-on, le choix électoral ne saurait être politique, c’est un choix pour la survie ou, plus précisément, un choix entre le salut proposé par les FDU et l’effondrement on suppose annoncé par toute autre victoire. Chaque citoyen ne dispose dès lors que d’une seule alternative : soit il prend position pour le redressement du pays et vote pour les FDU, soit il opte pour un autre Parti et se dresse contre l’intérêt national même.

- 38 Une telle interprétation apparaît confirmée à la lecture de la plate-forme électorale des FDU. On y rencontre en effet l’assertion suivante : « les FDU gouverneront la Bulgarie avec tous les citoyens qui placeront les intérêts nationaux au-dessus des intérêts politiques et de leurs intérêts particuliers » (je souligne)⁶¹. Qu’advient-il des autres ? Faut-il comprendre que ceux qui voteront pour l’un des opposants aux FDU privilégient leurs intérêts personnels au détriment de la Nation ? La stratégie électorale employée contre les socialistes, le Business Bloc, l’Alliance pour le salut national ou même l’Eurogauche (qui bénéficie généralement d’un traitement de faveur dans la mesure où elle est susceptible de voler des voix au PSB) ne suggère pas autre chose. « Il n’y a plus deux pôles », écrit ainsi Svetoslav Loutchnikov dans *Demokraciâ*. « L’un se dilue dans l’incompétence et la corruption. Il n’y a pas de “gauche” et de “droite”. Nous sommes tous sous le pli de la pauvreté. »⁶² Exclue du consensus national, les opposants à la politique bleue le sont de deux façons. Ils se voient premièrement érigés en symbole de l’absence de morale, du mensonge et du vol. Meticuleusement la presse bleue répertorie les scandales financiers dans lesquels sont impliqués ses adversaires politiques. Le PSB fournit une cible facile, éblouissant comme il l’a été par une succession d’affaires impliquant le “cercle d’amis” de l’ancien Premier ministre, Jan Videnov. La plate-forme électorale n’est pas tendre : « suite à l’incompétence et à la défense d’intérêts d’individus et de groupes particuliers, [le gouvernement du PSB] n’a pas réussi à percevoir ne serait-ce que 25 % des impôts, droits de douane, accises et autres prélèvements d’État. (...) Toute la responsabilité pour la tragédie actuelle incombe au PSB »⁶³. De la même façon, l’argumentation déployée contre le populiste George Gantchev se résume bien souvent à une énumération des poursuites judiciaires intentées contre d’anciens membres ou députés de son Parti⁶⁴. On a vu, avec l’affaire Roko, que le Mouvement des Droits et Libertés ne connaissait pas un sort plus enviable. Enfin, lorsque l’opposition souhaite mettre en doute la crédibilité de l’Eurogauche, elle se contente de rappeler que ses fondateurs appartiennent à une nomenklatura économique cherchant à défendre de troubles intérêts financiers.
- 39 Cette soif de “pureté” ne serait pas aussi ambiguë si elle ne construisait une dichotomie faisant du politique “moral” l’apanage de la seule UFD (laquelle, en matière de corruption et d’argent sale n’a pourtant rien à envier à ses adversaires) et si elle ne contribuait pas à une dépolitisation de l’affrontement électoral. Ce n’est en effet pas en tant que partis politiques au programme contestable que le PSB ou le BBB se trouvent attaqués, mais bien parce qu’ils ne sauraient constituer des interlocuteurs politiques à part entière, eux qui relèvent de l’organisation criminelle ou du monde de la démagogie. « *Le temps du populisme et de la démagogie, imposés par le PSB, est fini*, explique ainsi Evgueni Bakardjiev. Les promesses vides de réussite, de conserve et d’huile à deux levass ne réchauffent personne. Les hommes politiques doivent être propres, et avant, et après les élections. Seulement ainsi, en retroussant ses manches ensemble, tous mobilisés ensemble, nous pouvons sauver le pays »⁶⁵. Sont ainsi élaborés de front un appel

à l'unité de la nation (qui élude les différences internes à la société) et une exclusion des responsables de tous les maux du pays, à savoir les socialistes. Comme si en se débarrassant des rouges, la Bulgarie allait se libérer de ce qu'elle refuse de voir en elle-même, le crime et l'avarice, l'opportunisme et le populisme !

40 Une deuxième ligne d'attaque vient conforter ce manichéisme. Atteints du "germe" de la corruption, les adversaires des FDU se voient également placés hors du corps "sain" de la nation à l'aide de métaphores qui empruntent au monde de la maladie. Le registre exploré est alors celui de la folie ou de la sénilité. George Gantchev alias « le dictateur » (*sic*) a également droit au surnom de « Saddam Hussein bulgare », lequel renvoie à un autoritarisme agressif atteint de mégalomanie. Quant au Parti socialiste, son âge même le disqualifie. Refusant de dissocier le nouveau PSB de son ancêtre PCB, les bleus s'y réfèrent de préférence sous le nom de « la centenaire » (*stoletnitsata* en bulgare). Liés au passé, les rouges sont parallèlement présentés comme une force politique ayant obstinément refusé de grandir, de tirer des leçons de l'expérience. Quand les bleus se présentent en hérauts de la jeunesse avec une affiche électorale figurant au premier plan trois jeunes gens brandissant un drapeau national et conduisant le peuple bulgare derrière eux, les socialistes apparaissent figés dans le refus d'une nécessaire évolution. Le problème, argumente-t-on, est d'ordre psychologique. Ainsi, Assen Ignatov, qui dit « s'être, en particulier, consacré à la psychologie du communisme », affirme-t-il que « les communistes [le PSB] [l']étonnent chaque jour par une nouvelle forme d'impudence, une nouvelle nuance d'insolence, avec leur capacité à servir cinq maximes par jour et à les laisser tomber comme si de rien n'était »⁶⁶. La relation que les socialistes entretiennent avec l'ouest est, quant à elle, qualifiée de "schizophrénique" : « les dirigeants de "gauche moderne" posent avec grand plaisir aux côtés d'hommes politiques allemands, mais tombent dans un *état proche de l'infarctus* quand ils entendent le mot OTAN »⁶⁷. La mise en exergue de ces incohérences permet en contrepoint de faire basculer la raison dans le camp de l'opposition démocratique : « les gens raisonnables ne chercheront jamais un salut dans l'étroitesse d'esprit proverbiale de la gauche de Blagoev [fondateur du Parti socialiste "étroit" en 1903], poursuit encore Assen Ignatov, mais les communistes le font »⁶⁸. Dans la lutte qui l'oppose aux socialistes, l'UFD de 1997 revendique ainsi un monopole de la rationalité (toute occidentale), que le PSB semblait avoir réussi à lui disputer en 1994, en opposant à la sage raison économique de ses nouveaux managers l'hystérie révolutionnaire des "lumpen" bleus.

41 Que nous apprennent ces affrontements sémantiques sur la vie politique bulgare ? Plus que de simples joutes verbales à finalité électoraliste, ils soulignent la lente maturation du pluralisme politique en Bulgarie. Une frange des UFD semble en effet éprouver des difficultés à accepter le PSB comme un entrepreneur politique parmi d'autres. En d'autres termes, la banalisation des anciens communistes pose encore problème. Il n'est pas rare d'entendre d'éminents représentants des bleus vous expliquer que « tant qu'on parle de choses et d'autres, de femmes ou d'alcool, ils ont l'air normal, ils sont comme nous. Mais dès qu'on entre dans des discussions politiques, ils deviennent pathologiques ». Au Parlement ou dans l'administration locale, la pratique politique veut sans doute que l'on "fasse avec" eux. Les représentations sociales n'ont pas pour autant radicalement changé. À ce niveau, on observe de manière plus large une réticence à concevoir l'existence de conceptions plurielles et également légitimes du bien commun. La rhétorique bleue s'articule, on l'a vu, autour d'une opposition entre l'intérêt national univoque qu'elle entend incarner et l'égoïsme particulariste de ses

adversaires. L'avis divergent est hors norme, hors raison. Comme y insiste Svetoslav Loutchnikov, « il n'y a pas de situation intermédiaire. Il n'y a pas d'illusions centristes. Il n'y a pas de trucs pluralistes. (...) Mais il y a des gens à qui la mission salvatrice des FDU ne plaît pas »⁶⁹.

Conclusion

- 42 Au terme de cette étude de la campagne électorale de l'Union des forces démocratiques pour les élections législatives anticipées d'avril 1997, comment évaluer les efforts de consolidation de ce Parti de Bulgarie post-communiste ? Quelles que soient les limites de son entreprise, force est de reconnaître que l'UFD de 1997 a peu de chose à voir avec la coalition véhémente et querelleuse qu'elle était encore avant l'arrivée de Kostov au poste dirigeant. Un travail considérable a été consacré à l'élaboration d'un style cohérent et à l'homogénéisation des positions défendues par les principaux leaders du Parti. La relégation au second rang des organisations membres marque à cet égard une étape importante dans la création d'un profil politique uni.
- 43 Il semblerait toutefois que les aspects organisationnels et idéologiques de la restructuration progressent à des rythmes différents. Priorité semble avoir été donnée à la première au détriment de la seconde. Ce choix stratégique porte tout d'abord l'empreinte d'Ivan Kostov. Un technocrate qui a commencé sa carrière politique comme expert de l'UFD, le nouveau leader des bleus n'a jamais montré un goût très vif pour les débats théoriques et les querelles politiciennes. S'il a appris au cours de la transition à devoir considérer la dimension proprement politique de l'art de gouverner, sa préférence va néanmoins à la recherche d'une efficience organisationnelle où sa forte personnalité trouve à s'illustrer. La relative indétermination de l'idéologie de l'Union des Forces Démocratiques résulte aussi, pour partie, de l'évolution d'une demande politique dépendante de l'avancement des réformes. Le retard pris par la Bulgarie en matière de privatisation a, en effet, ralenti le processus de redéfinition des échelles et intérêts sociaux. Dans un pays où 90 % de l'industrie appartenait encore à l'État début 1996, on ne saurait s'étonner que la population peine à identifier les forces politiques susceptibles de défendre au mieux ses intérêts, Lenko Roussanov, le président du Parti républicain (PR, membre de l'UFD), résume bien le problème : « comment pourrait-on préciser notre identité, quand les gens ne font pas la différence entre républicains, libéraux et sociaux-démocrates ? »⁷⁰
- 44 Il semblerait pourtant que l'on puisse voir émerger les prémices de clivages politiques, ou, plus précisément, de façons de penser et de repères historiques propres à chacun des mastodontes de la vie politique bulgare, l'UFD et le PSB. Là où les bleus parlent de futur, de jeunesse et d'espoir, les rouges promettent sécurité et stabilité à un électorat souvent plus âgé. Si la ligne de démarcation entre partisans et adversaires de la réforme a été emportée par l'hyperinflation de l'hiver 1996-1997, la gauche défend encore une version plus frileuse, protectionniste et un tantinet nationaliste des changements. L'opposition, qui pourrait passer pour une question de style plus que d'idées, se trouve durcie dès qu'on aborde l'évaluation du passé. violemment hostiles à un régime communiste qu'ils accusent d'avoir arraché la Bulgarie à son développement européen, les démocrates affrontent régulièrement sur ce terrain d'anciens communistes conscients de la contribution du système soviétique au décollage industriel du pays. C'est au contraire le souvenir exaspéré du "fascisme" de l'entre-

deux-guerres qui hante leurs “lieux de la mémoire”. De la même façon, en dépit de l'insistance nouvelle des bleus sur les bonnes relations qu'ils souhaitent entretenir avec les anciens membres du COMECON, leur référence constante à l'ouest les distingue de socialistes attachés à une Russie où nombre d'entre eux ont fait leurs études et pris épouse. À défaut de pouvoir répertorier des logiques d'intérêts systématiques, on peut ainsi voir la scène politique bulgare commencer à se structurer autour de cultures politiques rouge et bleue. Le chemin qui reste à parcourir avant que l'Union des Forces Démocratiques ne parvienne à donner un contenu programmatique clair à ces différences de sensibilité sera long. Il reste à souhaiter que l'autoritarisme de son leadership ne l'empêche pas de le suivre jusqu'à son terme.

NOTES

1. L'expression “opposition démocratique” désigne communément les forces politiques fondées au moment des changements politiques fin 1989. Elle est employée ici indépendamment de tout jugement quant au caractère démocratique des partis anticomunistes ou, *a contrario*, du Parti Socialiste Bulgare (PSB).
2. Pour un récit des événements de l'hiver 1997, se reporter à **Ragaru (Nadège)**, « La Bulgarie de la contestation : pour en finir avec le communisme ? », *La Nouvelle Alternative*, mars 1997.
3. Dans une littérature très abondante, on pourra notamment consulter **Pridham (Geoffrey)**, **Lewis (Paul)**, eds., *Stabilising Fragile Democracies. Comparing New Party Systems in Southern and Eastern Europe*, London : Routledge, 1996, ainsi que **Mair (Peter)**, « What is Different about Post-communist Party Systems ? », *Studies in Public Policy*, (259), 1996.
4. Voir notamment l'excellent **Waller (Michael)**, « Making and Breaking : Factions in the Process of Party Formation in Bulgaria », *Democratization*, 2 (1), spring 1995.
5. Celles-ci prévoyaient notamment la tenue d'élections anticipées au printemps 1997, en réponse à la démission du Premier ministre, Jan Videnov, en décembre 1996. Dans l'intermède, un “gouvernement de service” devait préparer l'introduction du futur directoire du Fonds monétaire.
6. Fondée le 22 février 1997, l'Eurogauche rassemble, autour de l'Alliance Civique pour la République (ACR) d'Alexandre Tomov, d'anciens membres du PSB ayant fait défection en janvier-février 1997.
7. Voir son interview, **Bakardjiev (Evgueni)**, « Le temps de la survie ne souffre pas d'illusions », *Demokrasiâ*, 04/03/97.
8. Au moment de l'adoption des nouveaux statuts, les organisations associées à l'UFD étaient les suivantes (ordre alphabétique bulgare) : le Forum démocratique bulgare, l'Union démocratique agrarienne, le mouvement « Initiative citoyenne » dans l'UFD, le Parti démocratique 1896, le mouvement Ekoglasnost, le Parti écologique et conservateur, le Club national pour la démocratie, le nouveau Parti social-démocrate, le Centre chrétien-démocrate uni, le Parti radical-démocrate, le Parti républicain, le Parti social-démocrate, l'Union des réprimés, la Fédération des associations d'étudiants indépendantes et, enfin, l'Union chrétienne-démocrate.
9. Le chapitre III (« Organisations associées ») stipule que « peuvent s'associer à l'UFD des organisations qui ont une structure nationale développée, qui partagent ses objectifs et sont prêtes à oeuvrer à l'accomplissement de ses tâches » (art. 8, al. 1). Les rapports entre la centrale

et les organisations associées sont traités de façon expéditive : « Les questions ayant trait à la représentation politique des organisations associées au sein de l'UFD sont résolues par le Conseil national » (art.8, al. 4). Enfin, les organisations associées sont sujettes aux mêmes « droits et obligations » que les autres membres de l'UFD (art.9).

10. L'histoire de l'Union des forces démocratiques jusqu'à l'arrivée d'Ivan Kostov au poste dirigeant est retracée dans **Phillips (Robert), Kourtev (Ivan), Ouiznov (Martin), Cheblelev (Ivan)**, « The Growing Pains of the Union of Democratic Forces », Sofia, 1996 (manuscrit).

11. En octobre 1991, plusieurs partis en désaccord avec la ligne "dure" de l'UFD ont concouru séparément aux élections législatives, sous les couleurs de l'UFD-Libéral et de l'UFD-Centre. Leur échec à franchir la barre des 4 % imposée par la loi électorale bulgare semble avoir convaincu les formations restées fidèles à l'Union d'adopter un profil bas.

12. Dès 1991, le statut de l'Union a fait l'objet de conflits entre défenseurs d'une coalition souple et avocats d'un "mouvement national" plus centralisé. Ces derniers ont remporté une première victoire lors de la III^{ème} conférence nationale (19-22 juin 1991). Par la suite, ce sont les petits partis qui ont défendu avec le plus de ferveur le principe de la coalition. Dans une organisation composée de 15 formations, la règle du « un parti, une voix » leur donne *de facto* un pouvoir de veto sur les décisions du Conseil de coordination nationale.

13. En vertu des statuts adoptés le 30 avril 1995, le CCN se compose de trois représentants de chaque Parti et organisation membre de l'UFD, des membres du conseil exécutif national, des députés UFD, ainsi que des présidents des conseils régionaux de l'UFD (« ou leurs vice-présidents dans un ordre déterminé par le conseil régional ») (art. 36, al. 2). Jusqu'alors, seuls les « représentants des partis et organisations de l'UFD » avaient le droit d'y participer.

14. Dès 1991, la III^{ème} conférence nationale de l'UFD avait décidé que les sympathisants de l'UFD pourraient adhérer aux cellules locales de la coalition sans passer par l'intermédiaire des organisations membres. Le renforcement des structures locales propres à l'Union devait également être au coeur des préoccupations de la V^{ème} Conférence nationale (13-14 mars 1994). Mais l'impulsion décisive date de 1995 en raison de l'échéance des élections locales de novembre. La VII^{ème} conférence insiste notamment sur la coordination des activités des organes centraux et locaux de l'UFD.

15. De fait, n'était l'heureux dénouement de la contestation hivernale, il n'est pas évident que Kostov serait parvenu à imposer un changement de statut - du moins à court terme. En janvier, huit des 15 Partis de la coalition bleue avaient en effet demandé à Ivan Kostov de ne pas fixer la date de la Conférence nationale avant que soit connu le calendrier des élections législatives, ce qui revenait à attendre l'issue de la confrontation entre l'UFD et le PSB pour se positionner sur la question de l'unification du Parti.

16. La distinction entre "durs" et "pragmatiques" ne se résume pas à une opposition entre dissidents et élites politiques forgées par la transition, ne serait-ce que parce qu'une large partie des opposants de la première heure a quitté la scène politique dès 1991. Elle ne reflète pas non plus un simple clivage générationnel : les plus âgés, à l'image de Stefan Savov, leader du Parti démocrate, ou de Jeliou Jelev, l'ancien président de la République, ne sont pas nécessairement les plus extrémistes. Certains se sont même vu accusés par les "durs" de l'UFD d'être des perestroïkistes...

17. Voir le *Programme politique de l'Union des forces démocratiques*, Sofia, février 1997. p. 1. On remarquera la référence à l'euroanéité du Parti. Celle-ci ne traduit pas seulement le désir de maximiser les soutiens extérieurs en soulignant les affinités de l'UFD avec la Démocratie-chrétienne allemande, le Parti conservateur en Grande-Bretagne ou encore le Rassemblement pour la France, mais renvoie à l'existence d'une équivalence supposée entre modernité et euroanéité. La volonté de l'UFD d'apparaître comme une formation tournée vers l'avenir se traduit donc logiquement par un usage de ce registre symbolique.

18. Le chapitre sur les principes économiques de l'UFD est éloquent : « notre politique économique, peut-on y lire, repose sur la propriété privée, la concurrence et la solidarité, la libre entreprise et la responsabilité, la justice sociale et la sécurité sociale, la protection de l'environnement ». Voir *Le programme politique...* (op. cit.), p. 5.

19. Dans une interview à *Demokraciâ*, Ivan Kostov explicite sa position en ces termes : « Il n'est pas opportun de poser la question des Forces Démocratiques Unies comme formation de centre droit, dans la mesure où il s'agit d'une alliance ayant prétention à former un nouveau consensus national au nom du changement pour la prospérité en Bulgarie. Dans ce cas, on ne regarde pas tant à la couleur, au dogme ou au canon politique ; en vérité la question du salut de la Bulgarie se place au-dessus de tout le reste. (...) Cela doit également être la politique de l'UFD et en elle doit être aussi sacrifiée, au nom de la Bulgarie, une partie des idées et principes relatifs à, disons, son identité centriste et de centre droit ». Voir *Demokraciâ*, 12/03/97, p. 10.

20. Voir les extraits du rapport d'Alexandre Bojkov dans *Demokraciâ*, 17/02/97, p. 4.

21. À ce niveau également, la IX^{ème} Conférence de l'UFD prolonge les changements introduits en avril 1995 : la VII^{ème} conférence recommandait en effet qu'« à tous les niveaux les organes de l'UFD attirent des spécialistes qualifiés et créent des équipes de travail communes pour la résolution des questions communes et spécifiques au niveau central et local ». Le souci de professionnalisation du personnel politique transparait également dans les nouveaux critères de sélection des candidats à des postes électifs. Doivent désormais être considérés prioritairement « la personnalité du candidat, son activité au cours des dernières années et, seulement à titre indicatif, les critères des V^{ème} et VI^{ème} Conférences nationales de l'UFD », lesquelles mettaient en exergue conformisme idéologique et credo anticommuniste.

22. Voir le discours d'Ivan Kostov dans *Demokraciâ*, 17/02/97, p. 6.

23. *Ibid.*

24. *Demokraciâ*, 12/03/97, p. 10.

25. L'UP rassemble le Parti Démocrate de Stefan Savov (PD, qui a quitté l'UFD en 1994) et l'Union Agrarienne Populaire Bulgare d'Anastazia Mozer (UAPB). Aux élections de décembre 1994, l'UP a obtenu 14 sièges.

26. La Bulgarie a adopté en 1991 un scrutin à la proportionnelle par liste avec une barrière de 4 % à l'échelle nationale.

27. Le 24 août 1996, une réunion exceptionnelle du Conseil directeur de l'UAPB vote le remplacement d'Anastazia Mozer par G. Pintchev. Commence alors une rocambolesque série d'actions judiciaires : la Cour de justice de Sofia déclare tout d'abord l'acte illégal, pendant qu'A. Mozer se fait confirmer à son poste lors d'un congrès exceptionnel (22/09/96). Nouveau rebondissement en février 1997 : la Cour de cassation suprême annule le jugement de la Cour de Sofia. Sans se prononcer sur la légitimité d'A. Mozer, elle habilite son rival à se faire enregistrer comme secrétaire général. Dans le même temps, la Cour de Sofia refuse d'entériner les résultats du congrès au terme duquel Mme Mozer a été réélue (18/03/97). L'UFD se retrouve dans la situation inconfortable d'avoir signé un accord de coalition avec un secrétaire général au titre contesté.

28. Le 11 mars, le Parti social démocrate de Petar Dertliev rejoint les FDU en échange de trois places éligibles sur les listes. Il sera suivi quelques jours plus tard par l'Organisation Macédonienne Révolutionnaire Intérieure (OMRI).

29. Selon la version officielle de l'UFD, A. Dogan aurait refusé de signer l'alliance au dernier moment, arguant de ce que le texte de l'accord lui avait été remis trop tard. De plus substantiels désaccords semblent avoir motivé la décision du Parti de la minorité turque, relatifs notamment à une éventuelle participation au sein du futur gouvernement et aux listes électorales des prochaines élections locales. À ce propos, voir **Beltcheva (Miroslava)**, « Le mythe à double visage », *Sega*, (10), 13-19/03/97.

30. Sur l'arrestation de Roko, voir *Demokraciâ*, 15/04/97, p. 1.

31. Le propos est confirmé par le politologue et expert de l'UFD, Evgueni Daïnov : « après juin 1996, il est devenu évident que cela marchait - d'un point de vue interne, comme mécanisme neutre pour la sélection des candidats, et par rapport à l'opinion publique ». Entretien avec Evgueni Daïnov, Centre des pratiques sociales, Sofia, 23 novembre 1997.
32. Pour Ekaterina Mihaïlova, vice-présidente de l'UFD chargée des relations interpartisanes, « un député ne devient pas seulement tel le jour du vote, mais doit continuer à travailler avec ses électeurs et avec les structures qui ont participé pour lui à la campagne au moment des élections (...). Cela signifie qu'un candidat, qui, à terme, va devenir représentant national, doit entretenir des bonnes relations aussi bien avec les structures qu'avec les gens de la région dont il est élu ». Voir son interview : **Mihailova (Ekaterina)**, « Les gens ne veulent pas voter pour des parachutés », *Demokraciâ*, 17/02/97.
33. Voir **Mihaïlova (Nadejda)**, « La garantie d'une politique réussie de l'UFD est un visage ouvert et intègre », *Demokraciâ*, 18/03/97.
34. Voir **Mintchev (Milen)**, « Les élections primaires ou l'engagement personnel dans la prise de décisions politiques », *Demokraciâ*, 18/03/97.
35. Les règles du vote ont notamment pêché par leur hétérogénéité : chaque conseil régional de l'UFD se voyait en effet habilité à déterminer si le vote serait organisé au niveau des circonscriptions électorales, des communes ou de groupes de communes. Il n'est jusqu'aux bulletins qui n'aient présenté des variations régionales. Suite à la multiplication de conflits locaux, les élections primaires n'ont, en outre, pu être tenues dans toutes les circonscriptions. À Kardjali et à Silistra, le conseil régional a fini par choisir les candidats. À Kiustendil, l'organisation du scrutin est restée incertaine jusqu'au dernier moment. D'autres régions, telles Vratsa, Targovichta et Blagoevgrad, ont en revanche décidé d'étendre le principe de l'élection à la sélection des têtes de liste.
36. L'UFD n'a pris en charge que les coûts relatifs à l'organisation technique des élections (la mise en place des commissions électorales, l'impression des bulletins, ...) et aux rencontres des candidats avec leurs électeurs.
37. L'argument appelle néanmoins deux nuances : certains leaders de l'UFD ont refusé de participer aux primaires en signe de protestation (ainsi le poète Edvin Sougarev, un des plus fervents opposants à l'unification de l'UFD). L'aspiration à un renouveau de la classe politique a, par ailleurs, entraîné l'élimination de plusieurs figures connues.
38. Voir les « Règles relatives à la conduite des élections primaires pour les candidats à la députation de l'UFD », publiées dans *Demokraciâ*, 26/02/97.
39. Les protocoles rassemblés par les commissions électorales locales devaient, dans un premier temps, être retransmis aux commissions électorales régionales, avant d'être acheminés vers le CEN. Pour plus de détails, se reporter aux « Règles relatives... » (art.cit.).
40. Tel est le motif qu'Ivan Kostov aurait, en privé, donné à Vassil Mihaïlov pour expliquer son retrait des listes. Entretien avec V. Mihailov, Sofia, 22 novembre 1997.
41. Ces chiffres sont publiés dans *Demokraciâ* le 16 avril. Le lendemain sont fournies des données incomplètes concernant la capitale (résultats chiffrés) et la province (résultats nominatifs) qui subiront quelques corrections dans le numéro du 18. Le détail des résultats par circonscription n'a, en revanche, pas fait l'objet d'une publication officielle.
42. À Sofia même, sur les 61 candidats retenus, seuls 18 ont déjà été parlementaires. En outre, 115 des 137 députés FDU finalement élus sont nouveaux. Voir *Demokraciâ*, 22/04/97, p. 2.
43. Certains anciens élus nationaux se sont vu octroyer de nouvelles responsabilités politiques lors des élections des conseils locaux et régionaux de l'UFD à l'automne 1997. Les premières se sont soldées par un *turn-over* de plus de 90 %. La stabilité du personnel politique est plus grande toutefois au niveau des régions. Entretien avec Evgueni Daïnov.
44. Le commentaire de l'ancien député Ivan Sotirov (Parti républicain, PR), éliminé lors des primaires, est sévère : « le but de la réforme n'était pas de changer les structures, mais de

procéder à un remaniement de l'élite du Parti et des organes dirigeants. Cette restructuration a permis, et les élections avec elle, d'éliminer une grande partie des "durs". (...) Dès l'automne 1996, quand, après la victoire de Stoïanov, on a compris que l'UFD avait de grandes chances de prendre le pouvoir, une nouvelle vague d'activistes est entrée par en bas, des arrivistes surtout utilisés pour éliminer les anciens leaders de la coalition. Très vite, en moins d'un an, ils ont été promus par l'intermédiaire de l'appareil du Parti et ont remplacé les anciens cadres ». Entretien avec Ivan Sotirov, Sofia, 14 novembre 1997.

45. Entretien avec Evgueni Daïnov. On notera au passage que Petar Stoïanov est l'un des tous premiers hommes politiques bulgares à avoir déployé une véritable image avec l'aide de professionnels du marketing politique.

46. Voir **Bakardjiev (Evgueni)**, art.cit.

47. Entretien avec Dontcho Papazov, Sofia, 18 novembre 1997.

48. Entretien avec Evgueni Daïnov.

49. Cette remarque, ainsi que l'ensemble des développements qui suivent, proviennent d'une observation participante de la campagne des FDU menée dans les 23^{ème} (Sofia) et 26^{ème} (région de Sofia) circonscriptions en mars-avril 1997.

50. Voir son interview, **Sofianski (Stefan)**, « Le 19 avril sera formé un nouveau gouvernement. Il y aura continuité », *Demokraciâ*, 18/04/97.

51. Voir son interview, **Mihaïlova (Nadejda)**, art.cit.

52. Discussion avec Ivan Sungarski au cours d'une tournée dans la 26^{ème} circonscription, 9 avril 1997.

53. Voir **Bakardjiev (Evgueni)**, art.cit.

54. Voir **Mihaïlova (Nadejda)**, « La censure existe seulement là où il n'y a pas de règles », *Demokraciâ*, 27/02/97.

55. Si l'ouverture des dossiers ne figure pas explicitement dans la plate-forme électorale des FDU, elle est en revanche très présente dans les éditoriaux de *Demokraciâ*. La position officielle de l'UFD est explicitée par **Sokolov (Iordan)**, « Les dossiers doivent être et seront ouverts », *Demokraciâ*, 26/03/97.

56. La plate-forme électorale est, sur ce sujet, des plus incisives : « nous poursuivrons tous les pharaons, banquiers et millionnaires, peut-on y lire, ayant fait fortune grâce aux crédits obtenus et qui ont pillé l'État, les communautés locales, les firmes et les citoyens ». En plusieurs endroits, les socialistes sont nommément désignés, ainsi dans l'introduction qui stigmatise le « comportement criminel du PSB » et « des groupements criminels proches du PSB ». Ces précautions de style autorisent à ajuster le discours en fonction de l'interlocuteur. Devant les militants UFD, l'association entre corruption et socialistes est immédiate. Face aux électeurs "indécis", les candidats se retranchent immédiatement derrière un argument légaliste : « nous contribuerons de la manière la plus énergique et solliciterons le concours de la police, de l'instruction, du Parquet et de la Cour [pour lutter contre la corruption] ». Voir *Élections législatives anticipées 1997. Forces démocratiques unies. Plate-forme électorale*, p. 5 (traduction UFD).

57. À la rubrique « Priorités de la propriété privée », le programme pose ainsi que « la propriété privée est le facteur essentiel pour le développement ultérieur de notre économie. Vite et sans hésitation, nous restituerons, dès cette année, la propriété foncière aux propriétaires et mènerons à bonne fin le processus de rétablissement de la propriété ». Voir *Élections législatives anticipées 1997* (op. cit.), p. 5.

58. Voir **Kostov (Ivan)**, « Les priorités de la politique extérieure du pays », *Demokraciâ*, 14/04/97.

59. Le prix et la quantité du gaz délivré par la Russie, ainsi que les conditions de construction d'un gazoduc doivent toutefois faire l'objet de négociations ultérieures devant la persistance des rivalités d'intérêt qui divisent le géant russe Gazprom, la société mixte bulgare-russe Topénergie et la compagnie d'État bulgare, Boulgargaz. Voir *Demokraciâ*, 16/04/97, pp. 1-2.

60. Voir *Demokraciâ*, 27/03/97, p. 2.

61. Voir *Élections législatives anticipées 1997* (op.cit.), p. 4.
62. **Loutchnikov (Svetoslav)**, « Entre les pôles de la survie et la perte », *Demokratiâ*, 01/04/97.
63. Voir *Élections législatives anticipées 1997* (op.cit.), p. 4.
64. On peut, entre autres, évoquer le cas Gantcho Daskalov, ancien conseiller municipal de Veliko Turnovo et membre du BBB, dont *Demokratiâ* nous apprend qu'il a utilisé sa position de manager d'une firme spécialisée dans la production d'avions à destination de l'Afrique pour se faire construire une maison, détourner des fonds et verser gracieusement un salaire à Christo Ivanov, chef de la campagne du BBB. Trois jours plus tard, *Demokratiâ* dénonce le rôle de Dontcho Dimitrov, ancien député BBB, dans la faillite de Kristalbank. Voir *Demokratiâ*, 25/02/97, p. 3 et 28/02/97, p. 1.
65. Voir **Bakardjiev (Evgueni)**, art.cit.
66. Voir **Ignatov (Assen)**, « Les communistes... et le prestige de la Bulgarie », *Demokratiâ*, 29/03/97.
67. *Ibid.*
68. *Ibid.*
69. Voir **Loutchnikov (Svetoslav)**, art.cit.
70. Entretien avec Lenko Roussanov, Sofia, 24 novembre 1997.

RÉSUMÉS

Le 19 avril 1997, l'opposition démocratique remporte une victoire sans précédent aux élections parlementaires. Il aura fallu sept ans à la Bulgarie pour se résigner aux réformes « radicales » et cinq années de purgatoire à l'Union des forces démocratiques (UFD) pour surmonter l'échec du gouvernement Dimitrov.

L'UFD de 1997 a peu de chose à voir avec la coalition véhémente et querelleuse qu'elle était encore avant l'arrivée de Kostov au poste dirigeant. Un travail considérable a été consacré à l'élaboration d'un style cohérent et à l'homogénéisation des positions défendues par les principaux leaders du parti. Toutefois, les aspects organisationnels et idéologiques de la restructuration progressent à des rythmes différents.

On April 19, 1997, the democratic opposition wins in an unprecedented way the parliamentary elections. Seven years have been needed for Bulgaria to accept « radical » reforms and five « purgatory » years for the Union of Democratic Forces (UDF) to overcome the fail of the Dimitrov's government.

1997's UDF is not anymore the vehement and quarrelsome coalition it was before Kostov leads it. Important work has been done to the elaboration of a consistent style and homogenization of ideas each leader defends. Organizational and ideological aspects of the restructuration, yet, improve at different impetus.

AUTEUR

NADÈGE RAGARU

N. Ragaru est doctorante à l'IEP Paris, allocataire de recherche rattachée au CERI-FNSP.